

Bulletin d'histoire politique

L'Irlande, le Québec et les nationalismes, 1914-1918 (première partie)

La position des nationalistes irlandais et canadiens-français de 1914 à 1916

Simon Jolivet



Volume 14, Number 2, Winter 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054440ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054440ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Jolivet, S. (2006). L'Irlande, le Québec et les nationalismes, 1914-1918 (première partie) : la position des nationalistes irlandais et canadiens-français de 1914 à 1916. *Bulletin d'histoire politique*, 14(2), 129–145.
<https://doi.org/10.7202/1054440ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'Irlande, le Québec et les nationalismes, 1914-1918 (première partie) : La position des nationalistes irlandais et canadiens-français de 1914 à 1916

SIMON JOLIVET

Candidat au doctorat en histoire à l'Université Concordia, il travaille sous la supervision de professeur Ronald Rudin

Certains événements touchent davantage l'imaginaire collectif. La Grande Guerre de 1914-1918 en est un exemple frappant. Par son ampleur, sa complexité et son impact important, elle est considérée comme la première guerre « internationale ». La Grande Guerre contribua à la refonte de la carte géopolitique européenne, africaine et du Proche-Orient. Elle amorça la chute des grands Empires napoléoniens et permit, non sans heurts, la création de petits pays selon le principe d'autodétermination¹. Elle soutint aussi la flamme nationaliste de territoires pourtant géographiquement à l'écart des champs de bataille. Parmi eux, deux régions méritent une attention particulière : l'Irlande et le Québec.

Récemment, l'historien Keith Jeffery entreprenait de recentrer l'histoire de la Première Guerre mondiale au cœur des débats historiographiques irlandais. Énonçant que le conflit mondial constituait « the single most central experience in twentieth-century Ireland »², Jeffery précisait du même souffle que les événements de la guerre ne pouvaient tout simplement plus être ignorés par les historiens. Une position qui semble d'ailleurs gagner en notoriété ces temps-ci³.

Il en est de même pour le Québec où est réapparu dernièrement l'intérêt pour l'étude des conflits militaires et notamment pour l'étude de la Première Guerre mondiale. L'état actuel des savoirs à cet égard paraît effectivement connaître une avancée depuis 1994 suite à la tenue de nombreux colloques sur

l'histoire militaire et à la création de la Chaire Hector-Fabre de l'Université du Québec à Montréal, en décembre 2003⁴.

L'article suivant s'inscrit donc résolument dans cette voie. En réitérant l'importance majeure de la Grande Guerre, l'article, je l'espère, contribuera à mieux saisir le retentissement qu'a eu cet événement en Irlande et au Québec et à mieux comprendre son influence dans l'évolution des nationalismes au sein de ces deux populations à majorité catholique⁵.

Les expériences irlandaise et québécoise du temps de la Grande Guerre semblent par ailleurs partager plusieurs caractéristiques communes : un recrutement militaire proportionnellement plus faible que dans les autres régions de l'Empire britannique, de grandes manifestations anti-conscriptionnistes, une large opposition des élites politiques et de l'Église catholique contre les projets de conscription des gouvernements centraux, une radicalisation des nationalismes et une intensification des clivages ethniques⁶. Partant de ce postulat, j'ai justement l'intention de comparer ces caractéristiques de façon à mettre au jour les parallèles pouvant exister entre les passés nationalistes de l'Irlande et du Québec.

Fait à noter, l'article suivant sera divisé en deux parties distinctes. La première partie, celle-ci, aura comme objectif général d'analyser les divers calculs des nationalistes irlandais et canadien-français au cours des toutes premières années de la guerre, soit de 1914 à 1916 ; la deuxième partie, aura quant à elle pour mission d'étudier les circonstances qui menèrent à l'apparition d'un sentiment fortement anti-impérialiste et d'un nationalisme radical en Irlande et au Québec entre 1916 et 1918.

À présent, au cours de cette première partie plus particulièrement, j'examinerai d'abord la position des nationalistes en 1914 et relèverai les raisons qui poussèrent ceux-ci à accepter, presque de façon unanime, la participation de leur pays à la guerre. Ensuite, je soulignerai les épisodes, ou plutôt les incidents politico-militaires, qui marquèrent le début d'une certaine radicalisation du nationalisme en 1915-1916. En effet, comme il sera possible de le constater, l'approche nationaliste deviendra de plus en plus inflexible à mesure que la guerre va se prolonger et que les gouvernements centraux multiplieront les maladroites.

Avant toutefois d'explorer ces éléments plus à fond, il importe d'établir le contexte historique dans lequel ont pu évoluer les nationalismes respectifs.

L'IRLANDE ET LE QUÉBEC EN 1914

L'IRLANDE, LE QUÉBEC ET L'EMPIRE BRITANNIQUE

D'emblée, une chose distingue grandement l'Irlande de la province de Québec en 1914 : son statut politique au sein de l'Empire britannique. Au Québec, la majorité canadienne-française dispose d'un parlement provincial qui lui permet de contrôler un certain nombre de juridictions utiles à la promotion de ses traits culturels distinctifs⁷. De plus, le Québec fait partie du Canada qui, en tant que Dominion britannique, jouit d'à peu près tous les pouvoirs exclusifs aux nations souveraines ; exception faite du droit de choisir sa propre politique étrangère ou de déclarer la guerre à une nation belligérante⁸.

L'Irlande, quant à elle, est loin de pouvoir bénéficier de privilèges semblables. Au déclenchement de la guerre, celle-ci est toujours considérée comme un territoire de la Grande-Bretagne, en vertu de l'Acte d'Union appliqué par Westminster en 1801⁹. Les députés irlandais siègent à la *House of Commons* et les pouvoirs relatifs à la fiscalité, à l'administration locale ou à la défense relèvent de l'autorité britannique et sont dictés de Londres¹⁰. L'Irlande est en quelque sorte une colonie britannique qui attend l'autonomie politique. Dans les années 1880-1890, le premier ministre libéral anglais, William E. Gladstone, en accord avec le nationaliste irlandais Charles Parnell, avait par deux fois tenté d'imposer une idée de *Home Rule* au parlement de Londres ; un projet de loi qui garantissait une certaine autonomie à l'Irlande (sans pour autant concéder l'indépendance totale à l'île). Mais les deux essais de Gladstone avaient à l'époque échoué sous la force des unionistes protestants¹¹.

Une vingtaine d'années plus tard, en 1914, le fidèle successeur de Charles Parnell s'appelle John Redmond. Redmond est le chef du *Irish Parliamentary Party*, une organisation nationaliste modérée, loyale aux principes britanniques mais néanmoins revendicatrice au point de vue constitutionnel. En 1914, le parti de Redmond, appuyé par la majorité catholique, réclame d'ailleurs une certaine autonomie et non pas la séparation de l'île d'Erin¹². Loyal, John Redmond l'est assurément envers la couronne britannique. Le jour de sa mort en mars 1918, le journal *La Presse* affirmera avec justesse qu'il « était de l'école des hommes d'État qui croient que pour consolider l'Empire il importe d'accorder à chacune des parties qui le composent la plus grande somme possible d'autonomie »¹³. Même s'il insistera pour que l'Angleterre reconnaisse le caractère national et distinctif du peuple irlandais, John Redmond plaidera néanmoins jusqu'à son dernier souffle les vertus de la Grande-

Bretagne et des rapports économiques et politiques privilégiés qui tissent les relations anglo-irlandaises¹⁴.

En ce sens, la comparaison avec l'ancien premier ministre canadien Wilfrid Laurier (chef du parti libéral et de l'opposition officielle à Ottawa au début de la guerre) apparaît frappante¹⁵. « Redmond and the Irish Party were Ireland's liberals », note pertinemment l'historien Joseph Finnan¹⁶. À l'instar de Laurier qui soutient la place du Québec et surtout celle d'un Canada fort et uni au sein de l'Empire, Redmond supporte la cause du fédéralisme décentralisé et promeut l'union raciale (entre Irlandais protestants et catholiques) comme remède aux problèmes constitutionnels¹⁷. Fait intéressant, depuis 1901, son parti qualifie même à plusieurs reprises le modèle canadien d'exemple à suivre pour l'Irlande et la Grande-Bretagne¹⁸.

En 1914, une des seules factions qui s'oppose à Redmond et à son parti reste encore le *Sinn Féin*, parti républicain fondé en 1905 par Arthur Griffith, mais encore très peu populaire à l'époque¹⁹. La situation changera éventuellement en 1918, notamment après la crise de la conscription, mais pour l'instant le *Sinn Féin* est loin de recueillir l'appui de la masse catholique. Les républicains (forcément anti-impérialistes) du *Sinn Féin* se démarquent de la majorité nationaliste, affiliée au *Home Rule*, en prônant la séparation totale de l'Irlande²⁰. À ce niveau, le *Sinn Féin* ne possède aucun point de comparaison avec le Québec. À l'époque, aucun groupe ou parti sérieux ne supporte l'idée de républicanisme séparatiste chez les Canadiens français. Même Henri Bourassa, éditeur du journal *Le Devoir* et leader des nationalistes canadiens-français, n'a jamais considéré la séparation, la violence ou l'illégalité comme objectifs politiques, contrairement au *Sinn Féin* irlandais ou à l'*Irish Republican Brotherhood* – une organisation paramilitaire républicaine proche du *Sinn Féin*²¹.

En 1999, l'historien Robert Holland affirmait que la montée nationaliste au Canada français pendant la Grande Guerre « [...] meant that the separatist Henri Bourassa displaced Laurier as the acknowledged leader of Quebec »²². Même si le raisonnement est probablement juste, Holland semble commettre une erreur de taille en qualifiant Henri Bourassa de séparatiste. Comme le souligne la sociologue Sylvie Lacombe, « [...] l'ambition nationale que nourrit Bourassa n'implique pas la rupture avec l'Angleterre, mais vise seulement à obtenir la plus grande autonomie qui reste compatible avec l'allégeance à la Couronne britannique »²³.

LE DÉCLENCHEMENT DE LA GRANDE GUERRE

Malgré la différence constitutionnelle qui affecte les deux régions, le déclenchement de la guerre en août 1914 y provoque des réponses similaires.

En Irlande, peu de gens désavouent la cause alliée. Immédiatement, les unionistes d'Ulster acceptent de participer à la cause. Évidemment, il est facile de comprendre la volonté des loyalistes *ulstériens* de vouloir combattre au sein de l'armée britannique et pour des valeurs communes aux habitants du Royaume-Uni. Leur souhait de participer à la guerre est donc rapidement exprimé par leur chef, l'unioniste Edward Carson²⁴. Du côté des nationalistes irlandais, la réponse s'avère tout aussi favorable, exception faite du *Sinn Féin* qui désire voir l'Irlande rester à l'écart du conflit. Pour eux, pas question de faire la guerre au nom de la Grande-Bretagne. Au contraire, ces nationalistes « plus durs » espèrent tirer profit de cette chance unique pour briser l'hégémonie britannique. Le vieux dicton irlandais « England's difficulty is Ireland's opportunity » alimente ceux qui visent l'établissement d'une république irlandaise²⁵.

Cependant, la position du *Sinn Féin* est impopulaire auprès de l'électorat à l'été 1914²⁶. Au contraire, l'opinion publique semble presque unanimement soutenir l'entrée en guerre de l'Irlande. Il faut dire que le *Home Rule* est finalement voté et placé dans le *Statute Book* à Westminster en septembre 1914, ce qui facilite grandement les choses²⁷. Malgré la suspension instantanée de la loi – en raison du déclenchement des hostilités en Europe – il faut reconnaître que Redmond réussit là un véritable coup de maître, à l'endroit même où tout nationaliste depuis 1886 avait jusque-là échoué²⁸.

Cette victoire en main, Redmond joue la carte de la bonne foi. Il s'agit d'un pacte de « donnant donnant ». Dans l'espoir de voir le *Home Rule* concrètement appliqué dans toute l'Irlande et donc la suspension de la loi résiliée dès la cessation des activités militaires, Redmond opte pour une action soutenue des Irlandais dans la guerre²⁹. Il exprime clairement sa volonté de combattre aux côtés des Britanniques :

I say let us Irishmen of all politics and of all creeds put aside those differences which have been dividing us in the past and [...] unite to perform in a common duty which we owe to our common country, namely of defending Ireland as an autonomous nation within that Empire³⁰.

Cette marque de dévouement à la cause alliée est bien réelle, mais elle repose en grande partie sur le fait que le *Home Rule* vient d'être voté et doit donc théoriquement être appliqué sur l'île immédiatement après la guerre. Fait tout aussi important, le parti nationaliste constitutionnel de Redmond accepte de participer à la guerre, pourvu que cette participation se résume à défendre l'Irlande « as an autonomous nation, not as a geographical region ruled from London »³¹. Conséquemment, seul l'enrôlement volontaire

pourrait ainsi assurer la stratégie autonomiste de Redmond. Comment peut-il en être autrement ? Comment, par exemple, une conscription imposée de Londres pourrait-elle jamais concilier les vœux autonomistes des Irlandais catholiques ?³². « To the Irishmen [...] there is a vital connection between Home Rule and Conscription. To fight for Ireland is one thing, to fight for a subject Ireland is another thing », confiera en 1918 le ministre anglais H. A. L. Fisher au chef du gouvernement, David Lloyd George,³³ après un court séjour en Irlande.³⁴

Fait à noter, le même genre d'argument sera utilisé par divers nationalistes canadiens-français durant la guerre, surtout lors de la crise de la conscription en 1917-1918. En fait, pourrait-on supposer, la même formule aurait pu être choisie par les nationalistes Henri Bourassa et Armand Lavergne : se battre pour le Canada est une chose, se battre pour l'Empire britannique ou même la France en est une autre³⁵. Pour Henri Bourassa, il ne fait pas de doute que le Canada doit conserver son autonomie par rapport aux Empires européens. « Les Canadiens-français » répète-t-il dans *Le Devoir* en 1917, « sont exclusivement *canadiens*. Ils n'ont pas d'autre patrie que le Canada »³⁶. En 1914 d'ailleurs, même Wilfrid Laurier admet que le Canada doit participer à l'effort de guerre tout à fait librement, en tant que nation autonome et affranchie de toutes obligations envers quiconque, que ce soit l'Angleterre ou la France³⁷. « Le Canada est notre unique patrie » apparaît alors un slogan populaire au Canada français. Par ailleurs, s'il est possible de croire à l'existence de liens d'affection avec la France ou l'Angleterre – quoiqu'il faille ajouter divers bémols à cette possibilité³⁸ – ces sentiments n'ont pas beaucoup d'impact sur la décision canadienne-française de faire la guerre et même de la continuer³⁹.

À l'instar de l'Irlande, bien peu de Canadiens s'opposent donc à l'entrée du Canada dans la guerre mondiale. L'enthousiasme est généralisé au pays en 1914, tant à Toronto, Vancouver, Montréal ou Québec⁴⁰. Au Québec, « dans toutes les parties de la province, on assistait à des démonstrations de soutien populaire à la cause de la Grande-Bretagne et de ses alliés », relate Elizabeth Armstrong⁴¹.

Les gens des villes ou des campagnes, le clergé, les libéraux, les conservateurs et même les nationalistes acceptent la participation du Canada. La presse, tant francophone qu'anglophone, approuve également cette décision⁴². Sir Wilfrid Laurier n'hésite pas à ordonner la fin des querelles partisans dans l'intérêt national, tout comme le fait Redmond en Irlande. Pour Laurier, la guerre constitue une chance unique de démontrer son attachement à la nation canadienne en plus d'aider à la suppression des discordes traditionnelles entre francophones et anglophones. Et tout semble indiquer

d'ailleurs que les Canadiens des deux races et des deux confessions majoritaires présentent une sorte d'union sacrée en août 1914⁴³.

Wilfrid Laurier est clairement satisfait de la participation du Canada à la guerre. Comme il l'affirme à la Chambre des communes, le 18 août 1914 :

We are British subjects, and today we are face to face with the consequences which are involved in that proud fact. Long have we enjoyed the benefit of our British citizenship ; today it is our duty to accept its responsibilities and its sacrifices⁴⁴.

Même les nationalistes comme Henri Bourassa s'expriment en faveur de la participation canadienne⁴⁵. Considérant que la France et l'Angleterre ont été entraînées malgré elles dans le conflit, Bourassa conclue que « [...] le devoir national du Canada est de contribuer, à la mesure de sa force et selon les moyens dont il dispose, au soutien et au triomphe des efforts concertés de la France et de l'Angleterre »⁴⁶. Cette allégation cache cependant les germes d'une future dissidence. Que signifie à « la mesure de sa force » et quels « moyens » doit-on prendre pour soutenir les Alliés ? Les réponses vont éventuellement différer, notamment quand la conscription deviendra imminente en 1917.

Toujours selon Henri Bourassa, même si la cause alliée est juste, il faut tout de même rester vigilants devant les prétentions impérialistes des pays européens, et certainement devant celles de la Grande-Bretagne. Pour lui, le militarisme britannique, allemand ou français s'équivalent tous dans leur inhumanité et leur barbarie⁴⁷. Dans son pamphlet *The Duty of Canada*, Bourassa n'hésite pas à dénoncer tout impérialisme démesuré et tout ce qu'il croit être du *jingoism* effronté de la part de certains impérialistes canadiens : « There is, for all true Canadians, a danger to be more dreaded than the expansion of German militarism in Europe : it is the moral conquest of Canada by Prussianism under false British colours »⁴⁸. Malgré cette mise en garde, il faut répéter que Bourassa accepte la guerre en août 1914, comme à peu près tout le monde au pays.

Enfin, au début de la guerre, deux autres éléments unissent les Canadiens, aussi bien que les Irlandais d'ailleurs : la foi que la cause défendue par les Alliés est juste et faite au nom de la Belgique catholique, envahie illégalement par l'Allemagne⁴⁹. Dans un de ses discours de guerre, le premier ministre canadien, Robert Borden⁵⁰ affiche ainsi nettement son antipathie face au militarisme allemand et à l'invasion de la Belgique par l'autocratie du Kaiser :

[...] when was an entire nation so systematically pillaged as by the Germans in Belgium ? The German militarists are possessed by devils whose name is legion ; to Germany no less than to all humanity the world owes the duty of casting out those devils⁵¹.

Une affirmation que la grande majorité des Canadiens partagent au déclenchement de la guerre, même ceux qui habitent la province de Québec. Les Canadiens, tout comme leur premier ministre, semblent reconnaître que la cause défendue par la Grande-Bretagne et la France est juste et que les dominions de l'Empire britannique ont le devoir d'aider les Alliés⁵².

Le son de cloche est presque identique en Irlande alors même que les nationalistes irlandais se portent volontaires pour s'enrôler dans l'armée. En fait, l'idée de base reste la même qu'au Canada :

[. . .] the cause was a just one. It was the cause of small nations, Serbia and Belgium, which Austria and Germany had outraged, and which Britain and its allies had taken up. And this made it right for Ireland to fight on England's side⁵³.

LES DÉBUTS D'UN DÉSENCHANTEMENT NATIONALISTE, 1915-1916

LES RÉSULTATS DU RECRUTEMENT VOLONTAIRE

Les Irlandais et les Canadiens de toutes origines supportent « théoriquement » la cause alliée en cette fin d'année 1914, mais en est-il de même au niveau pratique ? Cette décision de faire la guerre n'est-elle qu'un vœu pieux ou va-t-elle vraiment se refléter sur les champs de bataille, par l'envoi de soldats ? Cette question continue de soulever les débats⁵⁴.

Malgré les querelles statistiques, un élément semble se dégager de l'expérience du recrutement volontaire : l'Irlande catholique et la province de Québec enrôlent moins de soldats que la plupart des autres membres de l'Empire britannique. Keith Jeffery révèle que le taux d'enrôlement volontaire en Irlande ne connaît pas nécessairement une chute inexorable entre 1914 et 1918, mais ce dernier reconnaît toutefois que le recrutement y est proportionnellement plus faible que dans tout le reste du Royaume-Uni⁵⁵.

Il est aussi possible de remarquer que les provinces de l'ouest et du sud de l'Irlande, d'allégeance nettement plus nationaliste, contribuent moins au recrutement que la province de l'Ulster au nord, la seule province à majorité protestante⁵⁶. Entre 1914 et 1916, environ 100 000 recrues s'enrôlent en Irlande : de celles-ci, environ 52 % proviennent de la seule province de l'Ulster⁵⁷. Enfin, malgré une importante baisse du recrutement volontaire dans toute l'Irlande après février 1916 – une baisse qui se stabilisera jusqu'à la fin du conflit⁵⁸ – il faut tout de même noter que celle-ci s'apparente au déclin que connaît la mobilisation volontaire dans les autres parties de la Grande-Bretagne pour la même période⁵⁹.

Au Canada maintenant, les chiffres sont encore plus révélateurs et marquent aussi une différence de taille entre l'enrôlement dans la province québécoise et celui constaté dans les autres provinces majoritairement anglophones et protestantes⁶⁰. Une chose est d'abord évidente : les résultats du recrutement militaire québécois ne sont pas à la hauteur des attentes des autorités fédérales compte tenu de l'enthousiasme exprimé au Canada français au tout début du conflit. En termes statistiques, sur les quelque 600 000 soldats canadiens formés au cours de la guerre, 35 000 sont francophones, soit seulement 5,6 % du Corps Expéditionnaire Canadien⁶¹. Par ailleurs, tout comme dans les îles britanniques, le recrutement volontaire s'essouffle (au Canada, mais surtout au Québec) de manière encore plus significative après 1916, à mesure que s'éternise la guerre⁶².

LES ERREURS POLITICO-MILITAIRES

Nul doute que les résultats de la mobilisation irlandaise ont déçu, voire même offusqué un bon nombre d'unionistes au Royaume-Uni, notamment dans les rangs supérieurs de l'armée britannique et dans le cabinet de coalition de Lloyd George. Au Canada aussi une réaction semblable s'est produite, en particulier chez les membres des ligues orangistes et chez les politiciens impérialistes les plus convaincus. Sans jeter exclusivement le blâme sur les gouvernements centraux, notons toutefois que ceux-ci furent partiellement responsables de ces échecs de recrutement. Épisodiquement, l'incompréhension manifeste de la situation politique ont amené ceux-ci à commettre des affronts à l'orgueil et à la sensibilité des populations nationalistes. Au sein d'environnements délicats comme ceux de l'Irlande et du Québec, quelques attentions supplémentaires auraient pu éviter d'entretenir les malentendus et la méfiance.

En Irlande par exemple, dès le début du conflit, Lord Kitchener, commandant en chef des armées britanniques, refuse d'accorder des traitements privilégiés à la 16^e Division (composée essentiellement de nationalistes irlandais) ; traitements qu'il venait pourtant tout juste d'accorder aux quelque 35 000 soldats de la 36^e Division (composée exclusivement de soldats protestants formés par le chef unioniste Edward Carson)⁶³. Kitchener refuse les propositions de Redmond demandant le port d'un uniforme aux couleurs irlandaises et l'apposition d'un emblème (harpe) sur la casquette des soldats⁶⁴. Ce genre de situation laissera inmanquablement des séquelles, celles-ci étant de surcroît amplifiées par la décimation de dizaines de milliers de soldats dans les batailles de Gallipoli et de la Somme entre 1914 et 1916⁶⁵.

En 1916, John Redmond doit également affronter un autre problème. Après plusieurs mois d'attente et de demandes, celui-ci doit finalement faire

son deuil d'une brigade essentiellement composée d'Irlandais. Alors qu'il avait promis cette brigade aux Irlandais venus le supporter au début du conflit, le chef nationaliste doit désormais renoncer à cette idée, faute d'appuis à Westminster⁶⁶. Comme si ce n'était pas suffisant, un autre incident renforce le mécontentement nationaliste : les Irlandais catholiques qui s'engagent dans l'armée n'ont presque aucune chance d'accéder aux postes d'officiers. Comme le dit l'historien A. J. P. Taylor : « Recruits from Ulster had their own officers ; those from the south of Ireland (nationalistes catholiques) were placed under Protestants. [...] Thanks to Kitchener, the surge of Irish loyalty was dissipated.⁶⁷ »

Étonnamment, ces incidents anglo-irlandais semblent se transposer de façon presque identique à ceux rencontrés au Québec à la même époque. En effet, plusieurs erreurs politiques et militaires contribuent dès 1915 à fragiliser le soutien canadien-français à l'effort de guerre. Sir Sam Hughes, ministre de la milice jusqu'à sa démission forcée en novembre 1916, est grandement responsable de la perte d'enthousiasme au Québec aux dires de plusieurs ; dont ceux du premier ministre Borden lui-même. Ce dernier dira dans ses mémoires qu'il faut blâmer les méthodes maladroites du général Hughes ; que celles-ci auraient d'ailleurs atteint des sommets lorsque le ministre de la milice nomma un protestant anglais à la tête de la propagande⁶⁸.

L'historien Desmond Morton paraît corroborer ces allégations, mais sur un ton encore plus dur. Selon lui, le fait d'omettre la formation de bataillons exclusivement francophones, relevant de généraux catholiques francophones, est l'une des plus graves erreurs du ministre Hughes⁶⁹.

In peacetime Hughes could do his party little good and his country no irreparable harm. In wartime it was different [...] Responsibility for the failure to provide a sufficient and distinctive French Canadian representation in the Canadian Expeditionary Force belongs to Hughes alone. There were just sufficient suitable French Canadians at Valcartier to complete a battalion⁷⁰.

Aussi tard qu'en 1918, certains députés du Québec demanderont encore et toujours la formation d'une brigade canadienne-française ; une brigade qui ne sera cependant jamais créée⁷¹. De façon tout à fait ironique – tout autant pour les Canadiens français que pour les Redmondites – Hughes va permettre l'établissement d'un régiment complet formé par les Irlandais de Montréal. Certes, il ne s'agira pas là d'une brigade, mais tout de même, ce sera tout un régiment d'Irlando-canadiens que le gouvernement autorisera dès le mois d'août 1914. Un Irlandais de Montréal, le Col. H. J. Trihey, mènera cette troupe qui porte d'ailleurs un nom évocateur et plusieurs insignes particulières : le 55^e Régiment, *The Irish Canadian Rangers*. « (And) Its badges

would be distinctly Irish, featuring a shamrock on the cap and a harp on the collar », comme le mentionne l'historien Robin Burns⁷².

CONCLUSION

Même si la question du statut politique du Québec et de l'Irlande différaient au moment d'entrer en guerre et que les espoirs respectifs n'étaient pas tout à fait les mêmes à l'été 1914, un élément paraît néanmoins unir les deux populations : pour chacune d'entre-elles, le plus important était de mener la guerre en tant que nation autonome, selon ses convictions et en son propre nom. Pas au nom de la Grande-Bretagne, de l'Empire britannique ou de la France.

Manifestement, les gouvernements centraux, par leurs maladresses, leur incompréhension ou tout simplement par manque de temps, n'ont pas tout à fait semblé avoir saisi le message. La suspension interminable du *Home Rule* irlandais depuis septembre 1914 ou les erreurs militaires au moment du recrutement militaire paraissent chacune avoir alimenté les déceptions et avoir favorisé l'émergence d'un nationalisme plus radical. En Irlande par exemple, le pacte de « donnant donnant » de John Redmond parut de plus en plus devenir un pacte unidirectionnel en 1916. Le *Home Rule* n'était toujours pas appliqué sur le terrain, mais en retour, le gouvernement britannique demandait inlassablement un effort de guerre intense à l'Irlande catholique. Dans de pareilles circonstances, il n'est pas surprenant de constater un effritement de popularité pour l'autonomisme constitutionnel du *Irish Parliamentary Party* et pour le leader modéré John Redmond ; que les partisans du séparatisme républicain traitèrent d'ailleurs fréquemment de vendu⁷³.

Les erreurs politico-militaires des gouvernements centraux et le début d'un processus de radicalisation des forces nationalistes éloignèrent peu à peu les communautés loyalistes des communautés nationalistes à partir de 1915, tant en Irlande qu'au Québec d'ailleurs. Avec la pluie d'accusations de déloyauté et le racisme ethnique se mettant de la partie à partir de 1916, et avec les lois conscriptionnistes votées à Ottawa et à Londres en 1917 et 1918, les chances d'unité nationale et les appels à la modération seront dorénavant encore plus difficiles à envisager.

Mais la faute ne peut reposer seulement sur les agissements d'un groupe précis, ou par exemple, sur la seule action des gouvernements britannique et canadien. La faiblesse du recrutement volontaire dans l'Irlande catholique et au Canada français apparaît avoir autant miné l'« union sacrée » d'août 1914 et avoir favorisé un climat de méfiance réciproque entre les différentes collectivités. Le faible enrôlement a en effet alimenté le ressentiment chez ceux qui

contribuèrent davantage, c'est-à-dire chez les unionistes protestants et chez les Canadiens anglais. Du reste, les problèmes de recrutement concourront pour longtemps à la polarisation politique et ethnique, spécialement vers la fin de la guerre, comme il sera possible de le constater dans la deuxième partie de cet article.

En somme, tout porte à croire que les premiers effets de la guerre mondiale signèrent la fin du rêve de l'union entre les deux races principales du Québec et de l'Irlande. En 1916, avant même l'arrivée de la question conscriptionniste – qui ne va finalement qu'empirer les choses – la guerre avait déjà eu raison de l'unité nationale et de la paix sociale. Pour citer l'historien irlandais David Fitzpatrick : « Sadly, it was simpler for Irish nationalists and loyalists to die together in war than to live together in peace »⁷⁴. Une affirmation qui, me semble-t-il, s'avère également pertinente dans le contexte canadien.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pensons par exemple à la Tchécoslovaquie, à la Yougoslavie, aux pays Baltes ou à la Pologne. René Rémond, *Introduction à l'histoire de notre temps*, France, 1989, tome 3, p. 30-35.
2. Keith Jeffery, *Ireland and the Great War*, Cambridge, 2000, p. i.
3. Joseph Finnan considère la guerre comme « the single greatest neutral outside factor » à la base du déclin de John Redmond. Voir Joseph P. Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, New York, 2004, p. 230. Concernant cette question, voir aussi R. F. Foster, *The Irish Story, Telling Tales and Making it up in Ireland*, Oxford, 2002, p. 58.
4. Mourad Djebabla-Brun, *Se souvenir de la Grande Guerre, La mémoire plurielle de 14-18 au Québec*, Montréal, 2004, p. 13. Voir aussi Yves Tremblay, « Chronique d'histoire militaire », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no. 3, 2005, p. 103.
5. En Irlande, les protestants étaient répartis dans toute l'île, mais à titre d'exemple, en 1911, notons que la grande majorité d'entre eux peuplaient la province de l'Ulster (890 880 personnes ; égalant environ 78 % de la population protestante totale). En comparaison seulement 256 699 protestants habitaient dans les trois autres provinces irlandaises (Connaught, Munster et Leinster) contre 2 551 854 catholiques. Thomas Hennessey, *A History of Northern Ireland*, New York, 1997, p. 1. Au Québec, de 1901 à 1931, plus de 85 % de la population était de profession catholique. Paul-André Linteau, *Histoire du Québec contemporain, tome I*, Québec, 1989, p. 601.
6. À titre d'exemple seulement, au niveau de l'enrôlement militaire, une étude gouvernementale de 1917 indique que le Canada français était, parmi tout l'Empire britannique, la région ayant le plus faible taux de mobilisation volontaire. Voir J. L. Granatstein and J. M. Hitsman, *Broken Promises, A History of Conscription in Canada*, Toronto, 1977, p. 62. De l'autre côté de l'Atlantique, le même constat semblait

prévaloir alors que l'historien Keith Jeffery précise que « the recruiting response for Ireland as a whole was worse than for the rest of the United Kingdom ». Jeffery, *Ireland and the Great War*, p. 7.

7. « La constitution de 1867 dote le Québec d'un système parlementaire de type britannique formé de deux chambres : l'Assemblée législative et le Conseil législatif », Linteau, *Histoire du Québec contemporain, Tome I*, p. 293.

8. Camil Girard, *Canada, A Country Divided, The Times of London and Canada, 1908-1922*, Québec, 2001, p. 104.

9. S. J. Connolly (dir.), *The Oxford Companion to Irish History*, Oxford, 1998, p. 565.

10. Jean Guiffan, *La Question d'Irlande*, Bruxelles, 1989, p. 35.

11. Les unionistes de l'Ulster (cette province comprenant neuf comtés du nord de l'île) sont les descendants directs des colonisateurs britanniques qui envahirent le nord-est de l'île au XVII^e siècle. En fait, les unionistes, aussi appelés loyalistes ou orangistes, refusent de voir la population protestante, majoritaire dans cette province d'Ulster, subordonnée à un éventuel parlement uni. Le terme « unioniste » réfère d'ailleurs directement au maintien du Royaume-Uni tel quel, avec une Irlande solidaire et intégrée. Voir Michael Laffan, *The Partition of Ireland 1911-1925*, Dundalk, 1983, p. 21.

12. « The home rule issue dominated Irish nationalist politics from 1874 to 1916. Home rule was the policy of seeking the creation of an autonomous Irish parliament, subordinate to Britain, through the maintenance at Westminster of an independent Irish Parliamentary Party, led by considerable flair by C. S. Parnell in the 1880's and by John Redmond after 1900 », Paul Bew, « Moderate Nationalism and the Irish Revolution, 1916-1923 », *The Historical Journal*, vol. 42, no. 3, 1999, p. 729.

13. *La Presse*, 6 mars 1918, p. 4.

14. Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, p. 32.

15. Sir Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada pendant quinze années de 1896 à 1911 et chef de l'opposition de 1911 à 1919 est considéré par plusieurs comme un Canadien français très modéré ; surtout en le comparant aux nationalistes de la trempe de Henri Bourassa. Voir Linteau, *Histoire du Québec contemporain, Tome I*, p. 687.

16. Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, p. 47.

17. Thomas Hennessey, *Dividing Ireland, World War I and Partition*, Londres, 1998, p. 24-25.

18. Voir Michael Wheatley, « John Redmond and federalism in 1910 », *Irish Historical Studies*, vol. 32, no. 127, 2001, p. 353. Pour voir l'admiration que Wilfrid Laurier voue à l'Empire britannique et à l'idéologie libérale anglaise, voir Réal Bélanger, « L'élite politique canadienne-française et l'Empire britannique : trois reflets représentatifs des perceptions canadiennes-françaises (1890-1917) », dans Colin Coates, *Imperial Canada, 1867-1917*, Edinburgh, 1997, p. 124.

19. Voir Connolly (dir.), *The Oxford Companion to Irish History*, p. 513-514.

20. Trevor Wilson, *The Political Diaries of C. P. Scott, 1911-1928*, New York, 1970, p. 203.
21. Joseph Levitt (dir.), *Henri Bourassa on Imperialism and Bi-culturalism, 1900-1918*, Toronto, 1970, p. 160.
22. Robert Holland, « The British Empire and the Great War, 1914-1918 », dans *The Oxford History of the British Empire*, vol. IV, 1999, p. 126.
23. Sylvie Lacombe, *La Rencontre de Deux Peuples Élus, Comparaison des Ambitions Nationale et Impériale au Canada entre 1896 et 1920*, Québec, 2002, p. 255. Voir aussi Ramsay Cook, *Canada and the French-Canadian Question*, Toronto, 1966, p. 105.
24. Connolly (dir.), *The Oxford Companion to Irish History*, p. 195-196.
25. Pour le *Sinn Féin*, « Ireland is not at war with Germany. She has no quarrel with any Continental Power. England is at war with Germany [...] » Comme le mentionne un des leaders du *Sinn Féin* en 1914 : « What has Ireland to defend and whom has she to defend it against? [...] Our duty is in no doubt. We are Irish Nationalists, and the only duty is to stand for Ireland's interests, irrespective of the interests of England or Germany or any other country ». Hennessey, *Dividing Ireland, World War I and Partition*, p. 64.
26. Au cours des premiers mois de la guerre, tous semblent appuyer la cause alliée ou, du moins, presque tous : « Only a tiny, eccentric collection of irreconcilables dissented from the majority », voir Jeffery, *Ireland and the Great War*, p. 3.
27. « L'assentiment royal donné le 18 septembre 1914, le *Home Rule* devint une réalité légale, mais différée », Guiffan, *La Question d'Irlande*, p. 87.
28. Voir Laffan, *The Partition of Ireland 1911-1925*, p. 46-47.
29. L'amendement retardant indéfiniment l'application du *Home Rule* de 1914 stipulait que la suspension prendrait automatiquement fin après la signature du dernier traité de paix en Europe. Voir Public Record Office of Great Britain, CAB 23/12, W. C. 624, minute 2, 25 septembre 1919. Voir aussi Hennessey, *Dividing Ireland, World War I and Partition*, p. 47-48.
30. *Ibid.*, p. 87.
31. Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, p. 109
32. *Ibid.*
33. Lloyd George a durant toute sa carrière été député du parti libéral anglais. De 1906 à 1916, Lloyd George est successivement nommé ministre du Board of Trade (industrie et commerce), Chancellor of the Exchequer (ministre des finances), ministre des munitions et secrétaire d'État à la guerre. En décembre 1916, il accède *in extremis* au poste de premier ministre. En pleine guerre mondiale, Lloyd George prend les rênes du gouvernement de coalition, les soutirant au premier ministre libéral sortant, Herbert Asquith, lors d'une controverse impliquant tant les conservateurs, les libéraux que le milieu journalistique. Six ans plus tard, en octobre 1922, il doit démissionner de son propre gouvernement de coalition, formé en majorité de conservateurs. Voir Chris Wrigley, *Lloyd George*, Oxford, 1992, 170 p.

34. House of Lords Records Office, LG/ F/16/7/29, Fisher à Lloyd George, compte rendu de sa visite d'une semaine en Irlande, 11 octobre 1918, p. 6.
35. Armand Lavergne est journaliste de formation, co-fondateur de la *Ligue nationaliste canadienne* en 1903 et sera élu député libéral de Montmagny à Ottawa en 1904 et de 1908 à 1916, député « nationaliste » de Montmagny à l'Assemblée législative. Voir Jean Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre*, 1918, Trois-Rivières, 1971, p. 18.
36. *Le Devoir*, 1^{er} juin 1917, p. 1.
37. Granatstein and Hitsman, *Broken Promises, A History of Conscription in Canada*, p. 29.
38. Concernant la question des liens affectifs entre les Canadiens français et la France, même le rédacteur en chef de *La Presse* relève le peu d'importance que ceux-ci peuvent jouer dans la marche des événements. Contrairement aux liens qu'entretiennent les Canadiens anglais avec les Britanniques, « pas un Canadien-français ne peut même se vanter d'avoir un seul parent en France », voir *La Presse*, 18 juin 1917, p. 2. L'attitude de plusieurs Canadiens français envers la France a d'ailleurs souvent été ambivalente ou parfois carrément hostile depuis la Conquête anglaise de 1759-1763. Nombreux sont ceux qui pensent que la France les a tout simplement laissés tomber après la Conquête. Ce certain ressentiment et l'absence presque totale d'immigration française au Québec après 1763 a probablement diminué les chances d'exaltation canadienne-française envers leur ancienne mère-patrie. Linteau, *Histoire du Québec contemporain, Tome I*, p. 43.
39. Voir *Le Devoir*, 1^{er} juin 1917, p. 1. Voir aussi *Le Devoir*, 14 juin 1917, p. 2.
40. Granatstein et Hitsman, *Broken Promises, A History of Conscription in Canada*, p. 25.
41. Elizabeth H. Armstrong, *Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918*, Montréal, 1998, p. 88.
42. Desmond Morton, « French Canada and War, 1896-1917 », dans J. L. Granatstein, *War and Society in North America*, Canada, 1971, p. 84.
43. Armstrong, *Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918*, p. 87-89.
44. Janet K. Morchain, *Search for a Nation, Canada's Crises in French-English Relations, 1759-1980*, Canada, 1984, p. 50.
45. Levitt (dir.), *Henri Bourassa on Imperialism and Bi-culturalism, 1900-1918*, p. 161-162.
46. Armstrong, *Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918*, p. 109. Voir aussi Lacombe, *La Rencontre de Deux Peuples Élus, Comparaison des Ambitions Nationale et Impériale au Canada entre 1896 et 1920*, p. 107.
47. « One point I did not develop [...] is the motive of my desire for the disruption of the British Empire. It is not because it is British, but because it is Imperial. All Empires are hateful. They serve nothing but brutal instincts and material

objects », dans Levitt (dir.), *Henri Bourassa on Imperialism and Bi-culturalism, 1900-1918*, p. 100.

48. Henri Bourassa, *The Duty of Canada at the present hour, An address meant to be delivered at Ottawa, in November and December 1914, but twice suppressed in the name of « Loyalty and Patriotism »*, Montréal, 1914, p. 2. Voir aussi Casey Murrow, *Henri Bourassa and French-Canadian Nationalism, Opposition to Empire*, Montréal, 1968, p. 88-89.

49. Voir Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, p. 82.

50. Robert Laird Borden est avocat de formation et député conservateur fédéral de 1896 à 1920. Il est premier ministre du Canada et chef conservateur de 1911 à 1920. Il formera toutefois un gouvernement de coalition en 1917, regroupant plusieurs ministres libéraux. Voir Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre*, 1918, p. 17.

51. Robert L. Borden, *Canada at War, Speeches delivered by Rt. Hon. Sir Robert Laird Borden in Canada and the United Kingdom*, Canada, 1918, p. 18.

52. Armstrong, *Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918*, p. 87.

53. Jeffery, *Ireland and the Great War*, p. 12.

54. Voir Connolly (dir.), *The Oxford Companion to Irish History*, p. 196. Voir aussi Jeffery, *Ireland and the Great War*, p. 6.

55. *Ibid.*, p. 7.

56. David Fitzpatrick, *Politics and Irish Life, 1913-1921* (Cork, 1998), p. 93

57. Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, p. 98.

58. Du mois d'août 1915 au mois de février 1916, Keith Jeffery estime que 19 801 soldats ont été recrutés, comparativement à seulement 9 323 pendant les mois de février à août 1916. Jeffery, *Ireland and the Great War*, p. 7.

59. « Even though recruitment in Ireland did decrease gradually during the first eighteen months of the war, it did so in direct proportion to British recruiting during this period », Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, p. 98.

60. Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre*, 1918, p. 36.

61. Djebabla-Brun, *Se souvenir de la Grande Guerre, La mémoire plurielle de 14-18 au Québec*, p. 22.

62. Armstrong, *Le Québec et la Crise de la Conscription, 1917-1918*, p. 16.

63. Voir Hennessey, *Dividing Ireland, World War I and Partition*, p. 98-99. Voir aussi David Fitzpatrick, *The Two Irelands*, Oxford, 1998, p. 52.

64. David Lloyd George reconnaîtra candidement, dans ses mémoires, l'erreur stratégique des généraux anglais et du conseil des ministres dans cette question : « The irritation of Southern Ireland was exacerbated by a number of needless follies. When the World War broke out, its spokesman, Mr. Redmond, pledged its full support to Britain in the conflict, and heartily encouraged the efforts to recruit its young men for the army. But with extraordinarily tactlessness, old officers were let loose

on Munster, Connaught and Leinster (les trois provinces catholiques de l'Irlande) to lure men to the colours to the strains of "God save the King" [...] », David Lloyd George, *War Memoirs of David Lloyd George*, Londres, 1933, vol. 2, p. 696.

65. Voir Fitzpatrick, *The Two Irelands*, p. 53.

66. Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, p. 92.

67. A. J. P. Taylor, *English History, 1914-1945*, Oxford, 1965, p. 21.

68. Robert Laird Borden, *Robert Laird Borden : His Memoirs*, Toronto, 1938, p. 613.

69. Morton, « French Canada and War, 1896-1917 », dans Granatstein, *War and Society in North America*, p. 99-101.

70. *Ibid.*, p. 95-96.

71. *Le Devoir*, 30 avril 1918, p. 1.

72. Robin B. Burns, « Who Shall Separate Us? The Montreal Irish and the Great War », dans O'Driscoll, *The Untold Story : The Irish in Canada*, Toronto, 1988, vol. II, p. 571-572.

73. Sur les faiblesses de John Redmond et de son parti constitutionnel : « Historian Paul Bew notes the common view, especially among extreme nationalists, that "Redmond's political principles [...] are perceived to be those of a weak-kneed and ineffectual constitutionalism" », Finnan, *John Redmond and Irish Unity, 1912-1918*, p. 3.

74. Fitzpatrick, *The Two Irelands*, p. 54.